

# UN NOUVEAU MOUVEMENT POUR LE QUÉBEC

## UN NOUVEL ESPACE PUBLIC QUÉBÉCOIS



( © 2008, Simon Beaudry / Collectif Identité québécoise. Drapeau Monolys, 72 po. X 48 po )

Il s'est dit beaucoup de choses depuis la publication du manifeste *Brisons l'impasse* et la tenue de la première assemblée citoyenne du Nouveau Mouvement pour le Québec (NMQ), le 21 août dernier à Montréal.

L'idée du NMQ est simple et elle a été accueillie avec enthousiasme : pour réaliser l'indépendance du Québec, il faut que les citoyens s'emparent de la parole et définissent eux-mêmes ce qu'ils veulent.

Environ 460 citoyens de diverses origines, de divers partis ou qui ne se reconnaissent dans aucune formation politique, ont pris la parole pour relancer l'idée de pays en signant ce manifeste. En aussi grand nombre, ils sont venus discuter de l'indépendance du Québec, en plein été de surcroît, et dans un véritable élan de liberté. Ils sont venus dire qu'ils désiraient, notamment des assemblées constituantes et des états généraux, et brasser une foule d'idées.

### **Ce que les citoyens ont dit**

Au terme de cette première assemblée, quelques propositions convergeaient :

#### *L'indépendance du Québec*

Les participants estiment que faire un pays n'est pas un geste ordinaire, ce qui demande de faire de la politique hors de l'ordinaire. Cela doit transcender les partis politiques. Cela demande aussi de poser des gestes qui sortent de l'ordinaire. Prendre la parole au-delà des clivages partisans est l'un d'entre eux.

#### *L'importance d'une assemblée constituante*

Les participants ont applaudi à la proposition d'organiser une assemblée constituante ayant pour mandat de rédiger une Constitution officielle sous l'égide du gouvernement du Québec. L'idée est de remettre à tous les citoyens le véritable « crayon du pays ». De donner la chance aux Québécois, à eux seuls, de dessiner eux-mêmes leur avenir et les contours d'un nouveau régime politique. Cette volonté est très ferme chez les citoyens. Elle exprime leur intérêt pour le pays.

#### *Faire l'unité*

Les participants ne souhaitent pas l'éclatement du mouvement souverainiste. Ils savent que leurs forces doivent être unies pour vaincre. Toutefois, dans un premier temps, elles doivent s'exprimer librement pour pouvoir mieux se connaître, mieux se définir et mieux s'organiser. Il faut parfois se distinguer pour s'unir.

#### *Des états généraux sur l'indépendance*

Pour faire cette unité, les participants veulent une discussion franche. Ils sentent le besoin d'examiner à nouveau les options qui s'offrent à eux sans subir le diktat d'un appareil politique, sans a priori dogmatique. Ils se sentent prêts à redéfinir leur marche vers la souveraineté. Certains ont parlé de la nécessité de tenir des états généraux au sein desquels tous les acteurs de la société civile intéressés par le projet d'indépendance s'y réuniraient.

#### *Ouverture aux compromis*

Les participants ont également manifesté une grande ouverture d'esprit. Ainsi, plusieurs d'entre eux souhaitent que l'on examine librement plusieurs formules d'accession à l'indépendance, sans parti-pris.

#### *Réflexion sur notre société*

Un autre axe du nouvel espace public dont les souverainistes sont partie prenante touche à la réflexion sur le type de société qu'ils voudraient construire. En ce sens, les participants s'interrogent non seulement sur l'avènement de l'indépendance du Québec, mais aussi sur la signification sociale qu'elle pourrait avoir.

### *L'importance de la langue et de la culture française*

Les rapports présentés par Pierre Curzi et par l'Office québécois de la langue française (OQLF) l'ont démontré, les Québécois font face à l'anglicisation. La meilleure de toutes les protections linguistiques, la seule façon d'agir entièrement sur le plan linguistique et sans les entraves de la Cour suprême du Canada, est de devenir un pays. Finis la Constitution canadienne et le gouvernement des juges! L'épanouissement de la langue française passe par l'avènement d'un nouveau pays.

### *L'exploitation intelligente de nos richesses*

L'un des points cruciaux du nouvel espace public concerne la réflexion sur le développement économique. Or, au Québec, ce développement passe entre autres par les ressources naturelles. Ces dernières sont abondantes mais pas illimitées. C'est pourquoi il est grand temps de voir à la gestion intelligente de nos ressources : nos réserves forestières sont déjà en péril, mais nous devons aussi penser au potentiel formidable de nos réserves en eau potable, en minerais et en pétrole (sous le Saint-Laurent).. et que dire de notre extraordinaire potentiel d'énergies vertes. Il faut passer d'une société dont le premier réflexe est d'exploiter nos ressources jusqu'à plus soif à une société qui les gère en toute transparence et pour notre mieux-être économique, écologique ainsi que des générations futures.

### *Renouvellement démocratique*

L'un des aspects les plus caractéristiques du nouvel espace public québécois concerne le nécessaire renouvellement de notre démocratie. Il y a déjà un dialogue sur le sujet au sein de la société. Certains participants à l'assemblée du NMQ ont, par exemple, proposés de faire l'indépendance par la voie citoyenne en faisant signer massivement une déclaration en ce sens. Le dialogue reste toutefois ouvert; il n'est pas question d'imposer une ligne de parti en ce domaine, pas plus que dans les autres.

La collecte des idées va donc continuer. Le Nouveau Mouvement pour le Québec va multiplier les assemblées citoyennes, dans la Capitale-Nationale, dans les régions. La prise de parole collective ne fait que commencer.

### **La nostalgie du passé**

Cette prise de parole gêne les nostalgiques du monopole partisan. Aussi multiplient-ils les faux appels à l'unité (unité derrière eux, bien évidemment) en accusant ceux qui osent penser à voix haute de vouloir « diviser le vote souverainiste », d'être « des fondamentalistes », des « apôtres de la table rase », des « jusqu'au-boutistes véhéments », des individus frappés « d'aveuglement volontaire » et de « crispation idéologique », et autres balivernes.

Derrière ces appels à l'unité se cache une demande de se taire. L'accusation de provoquer la « chicane » est l'argument facile de celui qui refuse d'écouter l'autre. C'est le seul argument qu'on dresse contre le simple exercice du droit à la liberté d'expression de centaines de citoyens. C'est le refus d'envisager d'autres solutions et d'être attentif aux changements qui s'imposent.

Derrière le rappel des troupes au bercail se cache la volonté d'exercer le droit à l'alternance à l'intérieur du régime fédéral, alors que le projet indépendantiste devrait au contraire nous faire sortir de cette impasse. Derrière la référence aux « vraies affaires », se trouve un pouvoir voué à la gestion de notre dépendance dans un État désuet et corrompu. À l'appel de la nation et de l'indépendance, on oppose une simple échéance électorale. Aux aspirations légitimes d'un peuple, on oppose la gouvernance bancal d'une province. Entendez bien : un mouvement citoyen vous parle d'un pays à faire naître et non de « chicanes »; un parti politique vous parle de « chicanes » et non de la nécessité de faire ce pays. L'un veut libérer la parole, l'autre la contrôler à tout prix.

S'unir ne veut pas dire se taire. Se taire au profit d'un régime que nous ne voulons plus. Qu'y a-t-il de si grave à parler d'indépendance au Québec ? Qu'y a-t-il de si mal à élever la voix lorsqu'il s'agit du destin du peuple québécois ? En effet, le projet d'indépendance politique des Québécois est légitime. Le droit d'exister en tant que pays l'est tout autant. Le droit de le dire et de s'associer librement pour le dire l'est aussi.

### **Pour reprendre en main nos instruments**

Depuis 40 ans, des Québécois luttent pour l'indépendance au sein d'un parti. Cette lutte est loin d'être morte parce que quelques sondages indiquent qu'elle aurait reculé dans les priorités des Québécois ou parce que ce parti connaît actuellement des difficultés. C'est court, 40 ans, dans la vie d'un peuple. Au fil du temps, des mouvements peuvent naître et mourir, des périodes de progressions et de recul succéder aux moments de grâce, des leaders vont et viennent, mais la raison d'être de la lutte que ces mouvements et ces leaders ont menée, elle, demeure bien vivante. Autrement dit, le destin historique du peuple québécois va bien au-delà des stricts échéanciers électoraux. Le peuple québécois vaut plus que cela.

Le projet d'indépendance va au-delà des partis. On peut fort bien désirer que le Québec devienne un pays sans pour autant adhérer au programme politique de tel ou tel parti. Si l'on se fie aux derniers sondages, le principal parti souverainiste peine à recueillir l'appui de la moitié de ceux et celles qui disent appuyer l'indépendance. Corollaire : aucun parti ne peut prétendre monopoliser la question, alors qu'elle continue d'exister et de prospérer en bonne partie à l'extérieur des partis, dans l'espace public. De fait, c'est aux partis politiques d'être les instruments des peuples, et non l'inverse!

C'est précisément là que se joue tout le drame politique que nous traversons.

Lorsqu'ils ont bâti le Parti québécois, René Lévesque et son entourage étaient obnubilés par la nécessité de « harnacher un nationalisme »<sup>1</sup> qui menaçait de sombrer dans la violence et de dériver vers un projet indépendantiste qui allait trop loin pour une époque où l'on commençait à peine à parler d'indépendance et de souveraineté au Québec. Le projet de souveraineté-association répondait à ce besoin. Aujourd'hui, qu'a-t-on à harnacher au juste?

Ce que le NMQ souhaite est de libérer la parole et de redéfinir l'espace public. La démocratie et la place du citoyen dans cette démocratie sont des enjeux fondamentaux de l'indépendance nationale. La parole libérée sert à définir le destin collectif du peuple québécois. Alors que nous essayons de remettre le citoyen au cœur de la politique par des référendums d'initiative populaire et des élections proportionnelles, il faudrait peut-être commencer par recouvrer pleinement notre liberté d'expression.

Aucun espoir véritable de faire un pays et de participer aux affaires du monde n'est possible sans l'usage plein et entier de notre liberté d'expression et d'association. L'acte de parole, aussi divers qu'il soit, est nécessaire à l'indépendance. Ainsi, dès lors que des citoyens veulent s'associer à l'élaboration de décisions politiques d'importance comme l'indépendance, pourquoi les bâillonner ?

Dans les partis politiques traditionnels, les citoyens sont consultés une fois tous les quatre ans, mais ce sont les élus qui exercent le pouvoir. Lorsqu'un citoyen parle, l'élu répond. Il vient « négocier ». Négocier le pouvoir, négocier sa légitimité pour l'obtenir. Dans un mouvement, vous, citoyens, êtes écoutés, c'est vous qui gardez le pouvoir. Lorsqu'un citoyen parle, un autre le suit. C'est vous, citoyens, qui venez réclamer. Réclamer un avenir. Réclamer un pays.

L'expertise citoyenne est légitime. Active et informée, cette citoyenneté est un ressort puissant et constructif. Pourquoi lui opposer la mise en scène du « bon vouloir de l'élu toujours accessible », disponible pour écouter ses commettants, mais qui exclut radicalement toute idée de partage du pouvoir et qui exerce un monopole sur le processus de prise de décision sur tous les sujets sensibles?

Voilà où réside le véritable changement de paradigme. Une société nouvelle, confiante en elle-même, émerge. Elle entend se sortir des anciens cadres fermés. Toujours prête à se mobiliser pour des rêves de liberté, elle veut faire

---

<sup>1</sup> À ce sujet, je cite l'ancien chef de cabinet de René Lévesque, Louis Bernard, qui témoignait de cette réalité récemment au cours d'une discussion organisée par le Mouvement Démocratie et souveraineté.

jaillir la parole citoyenne. Elle rêve de démocratie participative et d'une souveraineté du peuple dans l'État.

### **Par delà les générations**

Cette société nouvelle, c'est le Québec d'aujourd'hui, le Québec sur lequel il nous importe de bâtir. Le Nouveau Mouvement pour le Québec fait le pont entre la génération des « précurseurs » et la génération de la « relève ». Il ne s'agit pas d'enterrer une génération pour en glorifier une autre, mais après des années de sur-place, il est temps de dépoussiérer la pensée et de reconnaître les idées neuves.

Cette nouvelle société est la plus instruite de l'histoire du Québec. C'est aussi la première génération depuis un siècle à être plus pauvre que celle de ses parents. Elle vit souvent d'expédients, de contrats à durée déterminée, de travail autonome et d'emplois précaires. Elle a grandi à l'ère du tout-au-marché de l'après-Révolution tranquille où l'État, passé du statut de gouvernement à celui d'administration, a cessé d'être la référence et l'acteur fondamental de son destin politique. Moins portée aux élans collectifs, davantage aux réalisations individuelles, elle est branchée sur Internet depuis l'aube de l'âge a

Elle n'a pas besoin qu'on la rassure sur la faisabilité de l'indépendance. Cette génération ne doute pas un seul instant qu'on soit capable de faire un pays. L'indépendance comme affranchissement d'une domination ou comme acte d'affirmation collective ne l'émeut pas beaucoup. Les individus qui la composent sont déjà décomplexés, ne se sentent pas opprimés par le Canada (ce qui ne veut pas dire que cette domination n'existe pas).

Génération de l'instantané et dilettante par opposition à la génération du livre, on la dit apathique, peu mobilisée, peu impliquée et individualiste. C'est mal la connaître. Les enjeux locaux et nationaux la mobilisent moins. Ils cèdent le pas aux enjeux intimes et globaux. D'une part, l'accomplissement personnel et, d'autre part, l'environnement, la paix, le développement international. Notre défi le plus urgent n'est pas tant de convaincre ou rassurer que de susciter le désir en muant les préoccupations des générations montantes en désir d'indépendance.

### **L'indépendance ouverte sur le monde**

Influencé par le monde et aux prises avec une jeune génération aux préoccupations plus globales, le Québec ne peut plus se contenter de vouloir uniquement contrôler son développement interne. À moins de faire de l'indépendance le projet du XXI<sup>e</sup> siècle plutôt que celui du XX<sup>e</sup> siècle, à moins de présenter celle-ci comme un outil permettant de faire face aux préoccupations d'aujourd'hui et de demain, à moins de projeter le Québec dans le monde et de présenter un point de vue québécois sur les enjeux globaux, un point de vue qui

serait conforme à ce que nous sommes, le risque est grand que l'indépendance soit le projet d'une seule génération.

Depuis que le Parti libéral du Québec a mis René Lévesque à la porte en 1967 parce qu'il voulait proposer une discussion de son projet de souveraineté-association, l'idée d'indépendance du Québec a fait des progrès fulgurants. Dans la mesure, en effet, où elle est entendue comme l'affirmation légitime du peuple québécois, cette idée n'a jamais cessé d'être au centre de la vie politique de notre nation.

Ce qui a changé, ce n'est pas tellement l'importance de cette idée, mais bien la manière dont elle influence le peuple québécois. Depuis 40 ans, c'est un parti politique qui incarnait l'idée d'indépendance du Québec. C'est en son sein qu'elle a évolué, définie d'abord comme « souveraineté-association », puis ensuite comme « souveraineté et partenariat » elle s'est transformée finalement en « gouvernance souverainiste ». De l'émergence de l'idée d'indépendance, nous n'en sommes plus qu'à la velléité de gérer notre dépendance.

Aujourd'hui, l'indépendance renaît dans un nouvel espace public, dont les contours sont certes moins nets que ceux du Parti québécois d'où elle émerge, mais aussi plus ouverts, plus flexibles et peut-être mieux adaptés à la réalité d'aujourd'hui.

Ce nouvel espace public, les indépendantistes en ont eux-mêmes exprimé les principaux axes lors d'une assemblée tenue récemment à Montréal à l'appel du Nouveau Mouvement pour le Québec.

Ainsi donc, cette idée d'indépendance doit maintenant déboucher sur un mouvement citoyen pour la réalisation du pays.

De l'air pour respirer, de la liberté pour créer, c'est ce que le Nouveau Mouvement pour le Québec se propose d'apporter à l'idée d'indépendance. Voilà ce qui manquait au Québec depuis tant d'années. Un nouvel espace public pour s'exprimer au grand jour et atteindre le cœur de tous les Québécois.

**Le 25 septembre prochain, à 10 h, à la Salle Kirouac (709, rue Kirouac, à Québec), venez discuter et débattre de vos idées. Elles sont nécessaires pour avancer. Il est grand temps de mettre nos efforts en commun.**